

Audience publique du 14 avril 2005

Recours formé par
Monsieur ..., ... (F)
contre une décision
du bureau **RTS Luxembourg 1** et
une décision de rejet implicite du **directeur des Contributions**
en matière de retenue d'impôt sur les rémunérations

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 18801 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 29 octobre 2004 par Maître Sandrine DAMY-CHOMETON, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., employé privé, demeurant à F-..., tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision ainsi qualifiée du 23 janvier 2004 de l'administration des Contributions directes lui refusant le bénéfice d'une exemption fiscale, ainsi que d'une décision implicite de rejet du directeur de l'administration des Contributions directes suite à un recours gracieux du 8 avril 2004 ;

Vu les pièces versées en cause et plus particulièrement l'acte critiqué du 23 janvier 2004 ;

Oùï le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Sandrine DAMY-CHOMETON en ses plaidoiries.

Après avoir fait l'objet d'un licenciement avec préavis et s'être vu accorder, en application d'une convention transactionnelle du 21 février 2003, une indemnité de licenciement d'un montant de 28.720,55 €, Monsieur ..., par courrier de son mandataire datant du 2 avril 2003, s'est adressé au service de la retenue d'impôt Luxembourg 1 pour solliciter le bénéfice de l'exemption d'impôt telle que prévue par l'article 115 alinéa 9 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR).

Suivant courrier daté au 23 janvier 2004, le préposé du bureau RTS Luxembourg 1 répondit à cette demande en communiquant au mandataire de Monsieur ... le mode d'imposition du montant en question en écrivant sous le point b) ce qui suit :

« b. Avis :

L'indemnité qui a été allouée à votre mandant n'est pas exonérée d'impôt suivant l'article 115 alinéa 9 L.I.R.. L'application du § 6 StAnpG. ne permet pas l'interprétation d'une résiliation abusive du contrat de travail. », avec l'indication que le montant en question « est imposable d'après le barème de la retenue d'impôt sur les rémunérations non périodiques ».

Par courrier recommandé de son mandataire du 8 avril 2004, Monsieur ... s'est adressé au directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », pour former un recours gracieux à l'encontre du courrier du préposé du bureau RTS Luxembourg 1 du 23 janvier 2004.

Ledit courrier étant resté sans réponse, Monsieur ..., par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 29 octobre 2004, a fait introduire un recours contentieux tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la « décision » du préposé du bureau RTS Luxembourg 1 du 23 janvier 2004, ainsi que de la décision implicite de rejet du directeur de l'administration des Contributions directes suite à son recours gracieux du 8 avril 2004.

Encore que l'Etat, auquel le recours fut dûment notifié par la voie du greffe en date du 29 octobre 2004 ne soit pas comparu dans le délai légal, le tribunal est appelé à statuer à l'égard de toutes les parties, ceci conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Suivant avis du 18 mars 2005, le tribunal administratif a prononcé la rupture du délibéré afin de permettre au demandeur de prendre position quant à la question de savoir si le courrier du 23 janvier 2004 du préposé du bureau RTS Luxembourg 1 contient un élément décisionnel et constitue une décision susceptible d'un recours conformément au paragraphe 228 de la loi générale des impôts (AO).

A l'audience des plaidoiries, le mandataire du demandeur a soutenu que ledit courrier du 23 janvier 2004 serait à considérer comme décision susceptible de recours au motif que le préposé du bureau RTS Luxembourg 1 aurait clairement rejeté la demande de Monsieur ... en vue de bénéficier de l'exemption d'impôt, telle que prévue par l'article 115.9 LIR.

Aux termes de l'article 27 du règlement grand-ducal modifié du 27 décembre 1974 concernant la procédure de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions, pris en application de l'article 136 LIR :

« (1) Le bureau R.T.S. est, sur demande écrite émanant soit de l'employeur ou de la caisse de pension, soit du salarié ou du pensionné, tenu de donner son avis sur l'application des dispositions relatives à la retenue d'impôt sur les salaires ou les pensions dans un cas déterminé.

(2) L'avis sollicité n'est pas injonctif. Il peut être limité à une certaine période et est révocable. Aucune action en réclamation en vertu de l'article 21 ne peut être exercée à l'égard d'un employeur ou caisse de pension qui, en se conformant à l'avis sollicité, a effectué une retenue insuffisante. »

Il ressort partant clairement de cette disposition réglementaire que le préposé du bureau RTS compétent ne donne qu'un avis sur l'application des dispositions relatives à la retenue d'impôt sur les salaires, tel que cela ressort encore à l'exclusion de tout doute de la terminologie employée par le préposé du bureau RTS Luxembourg 1 dans son courrier du 23 janvier 2004.

Ce n'est qu'à un deuxième stade que le contribuable peut faire valoir ses droits soit à l'encontre du bulletin de l'impôt sur le revenu soit, pour le cas où il n'est pas imposable par voie d'assiette, à l'encontre du décompte annuel, ces bulletins étant susceptibles d'un recours au titre du paragraphe 228 AO respectivement 235 n° 5 AO, étant donné que lesdits bulletins tranchent la question litigieuse.

Partant, il échet de retenir que le courrier du préposé du bureau RTS Luxembourg 1 du 23 janvier 2004 ne constitue n'y ne contient une décision susceptible de recours, de sorte que le recours du demandeur est à déclarer irrecevable.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Campill, vice-président,
M. Schroeder, premier juge
M. Spielmann, juge,

et lu à l'audience publique du 14 avril 2005, par le vice-président, en présence de M. Legille, greffier.

Legille

Campill